

Un colloque d'histoire militaire à Bruxelles : les alliances militaires depuis 1945. 1re partie

Autor(en): **Weck, Hervé de**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **145 (2000)**

Heft 3

PDF erstellt am: **21.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-345982>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Un colloque d'histoire militaire à Bruxelles...

Les alliances militaires depuis 1945 (1)

« Le monde étant ce qu'il est, chaque unité politique tâche d'infléchir la politique de l'alliance dans le sens de ses intérêts propres ou de réserver le plus possible de ses forces aux entreprises qui la concernent directement. »

Raymond Aron

Du 29 août au 4 septembre 1999, la Commission belge d'histoire militaire, sous la direction de Luc De Vos, professeur à l'École royale militaire, et de Patrick Lefèvre, conservateur du Musée royal de l'Armée, organise à Bruxelles le XXV^e Colloque de la Commission internationale d'histoire militaire (CIHM). Quelque trente communications sont axées sur *Les alliances militaires depuis 1945*, un thème incontournable en cette année qui marque le cinquantenaire de la création de l'OTAN.

■ Col Hervé de Weck

Bruxelles abrite de nombreuses institutions européennes, d'où une importante concentration d'entreprises prestataires de service et d'agences. Quelque 1100 organisations internationales sont représentées en Belgique, entraînant dans leur sillage 360 centres de coordination d'entreprises internationales. A part la découverte de la capitale européenne, les participants ont l'occasion de faire trois excursions historiques le champ de bataille de Waterloo, le mur de l'Atlantique à Ravensidje et la région d'Ypres, la ville-martyre pendant la Première Guerre mondiale.

Problématique des alliances

A la cérémonie d'ouverture, le professeur De Vos rappelle

que l'on va s'occuper de l'histoire récente, curieuse et souvent dramatique, d'un monde qui doit se reconstruire après 1945, alors qu'il faut tout mettre en œuvre pour éviter une Troisième Guerre mondiale. Deux superpuissances aux idéologies inconciliables s'affrontent et l'arme absolue, qui peut détruire l'humanité, est devenue une réalité. La « bombe » va pourtant jouer le rôle de frein. Un humoriste a pu dire que les superpuissances se font désormais la guerre comme les hérissons font l'amour, c'est-à-dire avec beaucoup de précautions ! La guerre froide fait alterner « phases glaciales » et périodes de détente.

Alors que l'ONU, miroir d'un monde divisé, ne parvient pas à garantir la paix, les ententes régionales prolifèrent. On peut parler de pactomanie... « Or peu de jeux sont aussi subtils que la constitution d'alliances. S'il paraît sédui-

sant d'obtenir l'économie des forces en réalisant une division du travail à l'échelle internationale, chaque membre d'une alliance tient à conserver une autonomie suffisante et à rester maître de son destin.. Si l'on accepte de s'appuyer sur le voisin, on répugne à s'abandonner complètement à l'allié d'aujourd'hui qui (...) peut très bien devenir tiède demain et hostile après-demain. (...) Il s'agit, ni plus ni moins, de comprendre comment tant de pays différents ont tenté d'assurer leur sécurité (...). Traités de Rio, de Bruxelles, OTAN, Pacte de Bagdad, OTASE, Pacte de Varsovie, essai et échec d'une Communauté européenne de défense, traités bilatéraux et multilatéraux, leur genèse, leur développement, leurs réussites et leurs échecs, les occasions perdues, les malentendus, les difficultés et les crises, les hommes qui en ont été les inspirateurs, les opinions publiques, les partis politiques et

les groupes de pression, le poids des grands et le rôle des petits, les pays membres et les observateurs extérieurs, le neutralisme et le non alignement.»

Les intervenants belges éclaireront la politique de sécurité de leur pays. En 1944, les colonnes mécanisées alliées, qui traversent le territoire, ne sont pas seulement une force militaire qui est en train de gagner la guerre, mais également une «colonne publicitaire», dont l'impact va changer les sociétés en Europe occidentale. Après 1945, les Belges, conscients de la faillite de leur politique de neutralité dans la première moitié du XX^e siècle, ne veulent plus seulement être libérés après une période d'occupation, mais être défendus. Vu le contexte politico-stratégique, seule entre en ligne de compte l'adhésion à l'OTAN. Pour le professeur De Vos, «ce n'est pas facile d'être neutre. En Belgique, on est soulagé de ne plus l'être.»

Des champs de bataille en Belgique

L'excursion sur le champ de bataille de Waterloo donne l'occasion à des officiers qui enseignent à l'Ecole royale militaire de faire aux participants une belle démonstration de «Nouvelle histoire-bataille», aux antipodes de l'histoire anecdotique et romantico-épique d'antan, décrite à juste titre dans le monde des historiens. Leur présentation, vivante et objective, peut se résumer en un schéma, clair et convaincant, que l'on retient.

Pendant les deux guerres mondiales, le domaine royal de Léopold II, à Raversijde en bordure de mer, a été intégré dans la défense côtière allemande. Les dunes protégées du domaine représentent aujourd'hui un site fortifié exceptionnel, puisque le prince Charles, dernier résidant, a refusé toute démolition. La soixantaine d'ouvrages, datant des deux guerres mondiales, reliés par un réseau de tranchées ou de passages souterrains, sont mis en valeur par un musée de plein air. Il s'agit, entre autres, d'une batterie d'artillerie construite en 1915 ainsi que des infrastructures datant de 1941, occupées par une unité de soldats du génie allemand qui construisait des bunkers dans le secteur ainsi que d'une batterie qui assurait la défense du port d'Ostende et qui fut, après 1942, intégrée dans le Mur de l'Atlan-

tique. L'ensemble se présente dans l'état où il se trouvait lors de l'inspection du maréchal Rommel en décembre 1943.

L'armement est disparate. En cas de débarquement, les pièces ne bénéficieraient pas d'une protection efficace contre des attaques aériennes ou des tirs de navires de guerre. Les réserves de munitions semblent faibles. Manque de moyens ou conviction qu'un débarquement allié ne s'effectuerait pas dans le secteur d'Ostende?

Durant la Première Guerre mondiale, la ligne de front à l'Ouest traverse le nord de la France et continue sur territoire belge dans le Westhoek, longeant en grande partie l'Yser. Durant quatre ans, cette partie de la Flandre est défendue, avec courage et ténacité, par des Belges, des Britanniques et des ressortissants du Commonwealth. Dans les cimetières qui entourent Ypres reposent 450000 militaires, dont beaucoup ont été gazés.

La ville d'Ypres, qui a été complètement rasée pendant les combats, apparaît comme une sorte d'«Hiroshima de la Première Guerre mondiale». Elle a donné son nom à l'une des armes nouvelles et mortelles de l'époque, le gaz de combat appelé ypérite. Depuis, la ville a été reconstruite à l'identique... Sur la porte de Menin sont gravés les noms de 55000 militaires, tombés avant le 15 août 1917 et dont les dépouilles n'ont jamais été retrouvées. Depuis 1928, le *Last Post*, une cérémonie avec sonnerie aux morts, a lieu sous l'arche de la porte de Menin, tous les soirs à

Un hasard heureux!

A Waterloo, le rédacteur en chef de la *Revue militaire suisse* se met à discuter avec la femme du général Jeoris, commandant de l'Ecole royale militaire. Il découvre que son interlocutrice est la petite-fille du colonel Feyler, deuxième rédacteur en chef de la *RMS* de 1896 à 1931! Le père de Madame Jeoris, âgé de plus de quatre-vingts ans, habite à Bruxelles. Le soir même, il est tout fier de montrer et de commenter ses photos de famille, ainsi que des liens toujours étroits avec la Suisse!

20 heures. Une exposition permanente, d'une muséologie résolument moderne, dans la Halle aux draps, retrace les événements tragiques de cette sombre période.

«L'admission de la Turquie à l'OTAN»

Nous privilégions les communications qui traitent des conditions dans lesquelles certains Etats moyens ont été admis à l'OTAN, celles qui traitent des relations entre l'Union soviétique et ses satellites et de la situation des Etats neutres, dans une Europe séparée par le Rideau de fer et le Mur de Berlin.

En 1945, la Turquie se trouve isolée à cause de sa «neutralité évasive» pendant la Seconde Guerre mondiale, rappelle le professeur Hasan Koni. Elle subit la pression de l'Union soviétique qui exige de participer à la défense des détroits des Dardanelles et du Bosphore, réclame une «orientation plus amicale» de la politique extérieure d'Ankara. La guerre civile sévit en Grèce où les communistes reçoivent l'appui des Bulgares et des Yougoslaves, donc de l'Union soviétique. La Turquie, menacée, s'avère un élément essentiel dans la défense de l'Occident contre l'expansionnisme communiste. Elle reçoit une aide militaire des Américains qui ne veulent pas qu'elle connaisse le sort de la Pologne, de la Roumanie et de la Bulgarie. Dès que l'on commence à parler d'Alliance atlantique, la Turquie est candidate à l'adhésion, mais il y a

des réticences du côté britannique à cause de la zone d'influence au Moyen-Orient. La Norvège, le Danemark, le Portugal et les Pays-Bas tiennent à ce que l'alliance garde son caractère spécifiquement atlantique.

La guerre, qui éclate en Corée en mai 1950, atténue ces oppositions. Ankara met à disposition des troupes qui font preuve d'efficacité et subissent des pertes importantes (2500 hommes). Le Gouvernement turc refuse des bases militaires occidentales sur son territoire, tant que le pays ne sera pas membre de l'OTAN. Sa neutralité créerait un danger énorme pour l'Occident menacé par une invasion soviétique. La Turquie et la Grèce sont donc admises à l'OTAN en février 1952...

«Le Portugal et l'OTAN (1949-1999)»

Le professeur Teixeira, directeur de l'Institut de défense nationale du Portugal, veut répondre à trois questions. Pourquoi le Portugal figure-t-il parmi les membres fondateurs de l'Alliance atlantique? Pourquoi Salazar l'accepte-t-il? Quelles sont les conséquences de l'adhésion du Portugal à l'OTAN?

Vu la menace soviétique à la fin des années 1940, il faut non seulement protéger les flancs Nord et Sud de l'Europe, mais assurer les liaisons entre la zone des combats et les arrières, c'est-à-dire les Etats-Unis. Les Açores prennent donc une grande importance stratégique. Voilà pourquoi l'OTAN s'ouvre à un Etat moyen, dont le régime n'a pas bonne presse dans les dé-

Quelques titres de communication

Hasan Koni	«L'admission de la Turquie à l'OTAN»
Nuno Severiano Teixeira	«Le Portugal et l'OTAN (1949-1999). Son importance politico-militaire
Tadeusz Panecki	«L'armée polonaise dans le Pacte de Varsovie»
Jozsef Zachar	«Der Warschauer Vertrag und die hungarische Revolution von 1956»
Petre Otu; Alexandru Dotu	«L'armée roumaine pendant la guerre froide»
Manfried Rauchensteiner	«Immer während neutral und die NATO: Der Fall Oesterreich»
Ermei Kanninen	«Illusion ou réalité? La neutralité militaire de la Finlande: entre l'OTAN et le Pacte de Varsovie (1948-1991)»
Fritz Stoeckli; Hervé de Weck	«Préparatifs de défense en Suisse durant la guerre froide. Parallélisme ou complémentarité avec l'OTAN?»
Hans Rudolf Fuhrer	«Zur Frage des Allianzen Schweiz - NATO im kalten Krieg»

mocraties occidentales. Pour Salazar, l'adhésion répond à l'impératif éthique d'une «croisade contre le communisme»; il faut défendre la civilisation occidentale et chrétienne. L'Espagne franquiste se trouvant exclue de l'alliance, cela confère au Portugal une place d'interlocuteur ibérique privilégié. L'adhésion à l'OTAN donne en plus à Salazar une certaine légitimation internationale, tout en aggravant les divisions au sein de l'opposition au Portugal, qui va connaître une grande crise dans les années 1950.

L'appartenance à l'OTAN oblige les forces armées portugaises à se moderniser et à se professionnaliser. En revanche, se fermant sur elles-mêmes, elles ne vont plus intervenir dans la vie politique, ce qui est tout au profit de Salazar. A partir de 1961, les engagements du Portugal envers l'OTAN sont suspendus, car la question coloniale devient la préoccupation exclusive de la politique extérieure du pays. Elle débouchera sur la «Révolution des œillets»...

«L'armée polonaise dans le Pacte de Varsovie»

Moscou intervient militairement à plusieurs reprises pour empêcher que l'ordre social communiste soit balayé par les populations des Etats-satellites auxquels la «doctrine Brejnev» n'accorde qu'une souveraineté limitée: en Allemagne de l'Est (1953), en Pologne (1956), en Hongrie (1956), en Tchécoslovaquie (1968).



Champs de bataille de Waterloo: la Butte du Lion.

Après la Seconde Guerre mondiale, constate Tadeusz Pancecki, la Pologne se trouve dans la zone d'influence de l'Union soviétique; par la répression et la terreur, le parti communiste, fidèle à Staline, liquide l'opposition politique et impose son contrôle sur tous les domaines de la vie. Pour Moscou, la Pologne a une importance stratégique particulière, puisque que les voies de communication les plus courtes, entre l'Union soviétique et l'Allemagne de l'Est où stationnent plusieurs Grandes Unités d'élite de l'Armée rouge, passent par son territoire. Celui-ci constitue l'arrière du secteur de ces formations, où se trouvent leurs réserves et leurs bases de soutien. Durant les dix premières années de l'après-guerre, des accords bilatéraux «d'amitié, d'aide mutuelle et de coopération» forment la base juridique

qui assure le contrôle permanent des Soviétiques sur la Pologne.

En novembre 1949, le maréchal soviétique d'origine polonaise, Konstanty Rokossowski, devient ministre de la Défense et vice-premier ministre; il remplace le maréchal Michal Rola-Zymierski, démis de son poste, puis emprisonné. Le corps des officiers est épuré de ses éléments «ennemis et étrangers», plus de 9000 d'entre eux, de 1949 à 1954, qui ont appartenu à l'armée polonaise d'avant la guerre, aux forces qui ont combattu avec les Alliés durant la guerre et à l'armée de l'intérieur, force de résistance à l'occupant allemand.

En 1953, l'armée polonaise aligne 420000 hommes avec des matériels et des armements modernisés, mais quelque 700

généraux et officiers soviétiques y ont été incorporés, qui occupent les postes sensibles. Le 14 mai 1955, des représentants soviétiques présentent aux délégations des «Etats-frères», convoquées à Varsovie, un document qui est adopté sans discussion et sans amendement, au cours d'une séance d'à peine une heure. Ainsi naît le Pacte de Varsovie, que l'ONU enregistre officiellement comme «alliance défensive». Le commandement, la coordination et le contrôle y sont exercés par l'Etat-major général soviétique. Les «alliés» n'ont qu'un accès très limité aux plans ainsi qu'aux informations essentielles.

Dans les années 1980, les forces armées polonaises, les deuxièmes plus importantes du Pacte (loin derrière celles de l'Union soviétique), comptent 420000 hommes, 2800 chars de combat, 2400 transports de troupe blindés, 2300 pièces d'artillerie et 500 avions de combat. Les Soviétiques se

méfient particulièrement de la loyauté des Polonais. En cas d'offensive du Pacte contre l'Europe de l'Ouest, les troupes polonaises formeraient un front autonome chargé de prendre les îles danoises et d'assurer, dans un deuxième temps, l'offensive des forces soviétiques en Allemagne du Nord, en Belgique et aux Pays-Bas.

Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que les armées du Pacte de Varsovie commencent à se préparer à une attaque éventuelle de l'OTAN. Auparavant, elles s'exerçaient, lors de toutes les manœuvres, à la grande offensive contre l'Europe de l'Ouest.

«Le Pacte de Varsovie et la révolution hongroise de 1956»

Jozsef Zachar démontre qu'un plan d'intervention pour la défense, si nécessaire le rétablissement de l'ordre commu-

niste en Hongrie est étudié, dès juillet 1956, par le commandant du corps spécial soviétique en Hongrie, le général Laschschenko, alors qu'il n'y a encore aucun indice de soulèvement dans le pays (la révolution hongroise débutera à la fin octobre). En revanche, une révolte ouvrière s'est produite dans la ville polonaise de Posen. Le plan est envoyé le 20 juillet à l'Etat-major général soviétique.

Laschschenko a reçu cette mission, bien qu'il existe un plan hongrois impliquant les forces armées hongroises, les services de sécurité et la police. Tout cela se passe, alors que l'armée hongroise se trouve en pleine réorganisation, ce qui diminue naturellement son appétit à l'engagement.

A fin octobre, les Soviétiques déploient en 48 heures 31000 hommes, 1130 chars et canons d'assaut, 615 pièces d'artillerie et lance-mines, 185 canons de DCA, 380 transports de troupes blindés, appuyés par 159 chasseurs et 122 bombardiers, une masse considérable si l'on sait qu'à Budapest ne se trouvent que 7400 soldats et 64 chars de l'armée populaire hongroise. Les forces hongroises ne disposent dans le pays que de 700 chars et canons d'assaut et d'environ 5000 pièces d'artillerie obsolètes de divers types. Le 4 novembre commence l'opération «WIRBELSTURM» qui touche l'ensemble du territoire hongrois. Jozsef Zachar détaille l'intervention des Grandes Unités et des corps de troupe soviétiques.



Domaine de Raversijde: canon antichars, partie du Mur de l'Atlantique, près d'Ostende.

«L'armée roumaine pendant la guerre froide»

Petre Otu précise qu'en 1946-1947, les forces armées roumaines subissent une réduction drastique: les effectifs passent de 1 100 000 à 138 000, le nombre de divisions de 50 à 7. Les forces soviétiques présentes dans le pays, dont les effectifs passent de 145 000 en juin 1946 à 32 000 après 1950, sont en fait des troupes d'occupation.

En 1951, alors que l'on se trouve en pleine guerre froide, que l'OTAN a été créé et qu'il existe un conflit entre l'Union soviétique et la Yougoslavie de Tito, Staline convoque à Moscou les responsables politiques et militaires de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la Roumanie et de la Tchécoslovaquie pour leur faire accepter un plan d'armement qui doit rendre ces «satellites» aptes à une confrontation avec l'OTAN. La Roumanie devrait aligner 250 000 hommes en temps de paix, 700 000 après mobilisation.

Durant cette période, les dirigeants roumains font preuve d'une loyauté totale envers Moscou, appliquant scrupuleusement la ligne politique définie par le Kremlin. Après la création du Pacte de Varsovie en 1955, ils réussissent, petit à petit, à prendre une position distincte, la première étape



Domaine de Raversijde: les «asperges» de Rommel prévues pour les plages de débarquements.

étant sans doute marquée par le retrait des forces soviétiques du territoire roumain. Aux termes d'un accord entre les deux ministères de la Défense, celui-ci s'effectue entre le 15 juin et le 15 août 1958.

Bucarest a pu mettre en évidence que la Roumanie n'est entourée que par des pays «socialistes» et qu'elle ne se trouve donc pas dans une position où elle risquerait d'être attaquée en premier par les forces «capitalistes». A partir de 1968 et jusqu'à la dissolution du bloc militaire soviétique, aucune grande manœuvre du Pacte de Varsovie ne se déroule sur sol roumain, aucune formation militaire roumaine ne participe à de tels exercices hors du pays. Seuls des exercices sur la carte sont effectués avec les alliés. Les forces armées rou-

maines développent une doctrine nationale, tout en respectant la doctrine du Pacte. André Corvisier a pu dire que la Roumanie a été «indocile dans la mesure où elle le pouvait.»

Nicolae Ceausescu s'installe au pouvoir en 1965... A partir de 1985, culte de la personnalité oblige, on en revient au système des années 1950, quand prévalait les critères de classe et de loyauté envers le pouvoir politique au détriment des compétences. Depuis 1984 jusqu'à sa chute en 1989, Ceausescu ne promeut aucun officier au grade de général, il a pris également l'habitude de ne plus nommer officiellement à une fonction.

H. W.
(A suivre)